

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 07/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GURDEBEKE Château Gautier

65, boulevard Carnot
60400 Noyon

Références : IC-R/450/25-CD/SL
Code AIOT : 0005106547

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2025 dans l'établissement GURDEBEKE Château Gautier implanté Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 Moulin-sous-Touvent. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GURDEBEKE Château Gautier
- Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 Moulin-sous-Touvent
- Code AIOT : 0005106547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GURDEBEKE dont le siège se situe à Noyon, exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) implantée à Moulin-sous-Touvent, qui comporte également un centre de transfert de déchets non dangereux ainsi qu'une plateforme de compostage de déchets verts. Ce site est autorisé par arrêté préfectoral du 4 novembre 2021.

Le casier n°9 est en cours d'exploitation actuellement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 7.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention pollution atmosphérique	AP de Mise en Demeure du 24/04/2025, article 1	Sans objet
2	Prévention pollution atmosphérique	AP de Mise en Demeure du 24/04/2025, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

S'agissant de la gestion des émissions olfactives, l'exploitant a mis en œuvre les actions suivantes permettant de répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 avril 2025 :

- réalisation d'un audit du réseau de biogaz par un organisme extérieur ;
- mise en œuvre des travaux recommandés suite à cet audit.

Depuis la réalisation de ces travaux, le nombre de plaintes a significativement diminué (confirmé lors de la commission de suivi de site du 30 octobre 2025).

Par conséquent, il n'est pas proposé de sanction administrative à ce stade. Toutefois, il est proposé de ne pas abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure précité dans l'attente de mesurer l'efficacité sur le temps long des travaux réalisés.

Par ailleurs, l'exploitant doit fournir les éléments attestant de la mise en place des nouveaux filets anti-envols dans un délai d'un mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention pollution atmosphérique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/04/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : La société Gurdebeke exploitant une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Moulin sous Touvent est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2021 en prenant les dispositions nécessaires pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Par arrêté préfectoral du 24 avril 2025, la société Gurdebeke a été mise en demeure de mettre en œuvre toute disposition nécessaire pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage. Dans cet objectif, l'arrêté préfectoral précité imposait le recours à un organisme extérieur. L'exploitant indique avoir fini la mise en œuvre de l'ensemble des travaux de lutte contre les émissions de biogaz, notamment la remise en état et l'amélioration du réseau de biogaz suite à l'étude d'audit sur le réseau de dégazage réalisée par la société Prodéal (cf point de contrôle n°2). Par conséquent, il n'est pas proposé de sanction administrative à ce stade. Cependant, il est proposé de ne pas lever la mise en demeure en date du 24 avril 2025 dans l'attente de mesurer l'efficacité sur le temps long des travaux de lutte contre les émanations d'odeurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention pollution atmosphérique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/04/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée :

Afin de répondre aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté, l'exploitant fait appel à un organisme extérieur dont le choix est soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Cet organisme assiste l'exploitant dans la détermination des sources d'émissions et l'élaboration d'un plan d'actions. Ce plan d'actions est mis en œuvre sous le délai de 3 mois fixé à l'article 1 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a mis en œuvre l'ensemble des actions relatives au réseau de biogaz identifiées dans l'étude de la société Prodéval. Il s'agit de l'installation de nouveaux collecteurs sur une partie des anciens casiers afin de raccourcir le linéaire de canalisations menant à la torchère. Le linéaire était trop important et laissait échapper du biogaz par manque d'efficacité du surpresseur.

L'exploitant a ainsi observé une augmentation du biogaz à traiter arrivant à la torchère.

L'exploitant a également modifié certains collecteurs afin d'éviter la réduction voire l'obstruction de ces derniers par les condensats présents dans le biogaz collecté.

Dans le cadre de ces travaux, l'exploitant a remis en état l'ensemble du réseau de biogaz. Il a ainsi supprimé les gaines TPC et les raccords avec scotch.

L'ensemble des travaux relatifs au réseau de biogaz identifiés dans l'étude Prodéval est maintenant réalisé.

Par conséquent, il n'est pas proposé de sanction administrative à ce stade. Il est proposé de ne pas lever la mise de demeure en date du 24 avril 2025 dans l'attente de la mesure de l'efficacité sur le temps long de ces travaux de lutte contre les émissions de biogaz.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 7.1.5

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès

Prescription contrôlée :

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'ensemble des installations de l'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie, sur une hauteur minimale de deux mètres (2 m). La clôture est positionnée à une distance d'au moins 10 mètres de la zone à exploiter.

Constats :

L'inspection a permis de vérifier que l'exploitant a remis sa clôture en place. Le jour de l'inspection l'ensemble de la clôture présente sur le site est en état.

S'agissant des filets anti-envol, l'exploitant a indiqué enlever les filets existants et les remplacer par des filets neufs qui seront installés uniquement autour du casier en exploitation. Ce

remplacement sera fait d'ici la fin du mois d'octobre (demande de justificatif).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande de justificatif</u> : l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les éléments permettant de justifier de l'installation des nouveaux filets anti-envol.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois